



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Bibliographie

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bibliographie. In: Économie rurale. N°83, 1970. Du nouveau à l'Est. pp. 125-131;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1970\\_num\\_83\\_1\\_2096](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1970_num_83_1_2096)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# BIBLIOGRAPHIE

---

## BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

---

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie

et de Sociologie rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

- |  |                                    |
|--|------------------------------------|
| 1. Recherche - Enseignement.                   | 13. Sociologie.                    |
| 2. Economie générale.                          | 14. Démographie.                   |
| 3. Gestion et programmation dans l'entreprise. | 15. Histoire.                      |
| 4. Statistique, méthode et enquêtes.           | 16. Croissance et développement.   |
| 5. Offre agricole.                             | 17. Planification.                 |
| 6. Débouchés - Consommation.                   | 18. Investissements - Financement. |
| 7. Commercialisation.                          | 19. Politique agricole.            |
| 8. Prix et revenus.                            | 20. Marché commun.                 |
| 9. Coopération.                                | 21. Commerce international.        |
| 10. Organisations professionnelles.            | 22. Agricultures étrangères.       |
| 11. Structures.                                | 23. Etudes par produit.            |
| 12. Institutions - Législation.                |                                    |

---

### 1) Recherche Enseignement.

COGNARD (Pierre). — Pour une économie de la recherche. — Anal. et Prév. **7** (6) juin 1969, 365-372.

DEROUIN (Philippe). — Les relations Industrie-Enseignement en France. — Anal. et Prév. **7** (6) juin 1969, 401-404.

FEVRIER (M.). — La programmation de la recherche agronomique. — Progr. scientif. (130) mai 1969, 3-17.

MALASSIS (L.). — Education et agriculture ; nouvelles tendances. — R. écon. **79** (2) mars-avril 1969, 329-340.

## 2) Economie générale.

BOREL (N.). — Les comptes régionaux des ménages en 1966 et 1967. — Et. et Conjonct. (4) avril 1969, 98-121.

FOURASTIE (J.). — Documents pour l'élaboration d'indices du coût de la vie, en France de 1910 à 1965. — R. Econ. polit. 79 (3) mai-juin 1969, 566-579.

## 3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

ATTONATY (J.-M.), JULLIAN (P.). — Calculs économiques sur une porcherie yougoslave. — *Entrepr. agric.* (5) mai 1969, 27-41, tableaux, graph.

## 4) Statistique, méthode et enquêtes.

CALOT (G.), MUGNIER (S.), BURS (M.). — L'évolution de la population au niveau régional et urbain, 1962-1968. — *Coll. INSEE (D1)* juin 1969, 89 p., tabl., cartes.

## 5) Offre agricole.

FARCY (H. de). — Les « misères de l'abondance » en agriculture. — *Projet* (36) juin 1969, 756-759.

## 6) Débouchés Consommation.

CAMPION (Nicole). — L'évolution de la consommation de produits laitiers de 1950 à 1966. — *Consommation* (1) janvier-mars 1969, 71-102.

DESCE (J.). — Consommation individuelle et consommation collective. — *Anal. et Prév.* juillet-août 1969, 417-433.

FARCY (H. de). — La distribution des excédents agricoles aux économiquement faibles. Quelques leçons des « food stamp plans » américains. — *C.R. Acad. Agric.* (16) décembre 1968, 1253-1263.

## 7) Commercialisation.

HENRY (J.-B.). — Les complexes industriels plurinationaux en relation avec l'agriculture. — *Econ. et Soc.* 3 (9) sept. 1969, 1689-1704.

La portée et les limites des actions du « marketing » dans l'expansion des débouchés agricoles. — *C. R. Acad. Agric.* 55 (5) 5 et 12 mars 1969, 358-389 :

FARCY (H. de). — La portée et les limites des actions du « marketing » dans l'expansion des débouchés agricoles.

PERNES (J.-P.). — Le « marketing » et les produits laitiers.

AVRIL (P.). — Le « marketing » et les problèmes des fruits et légumes.

PUJOL (Ch.). — Les salaires et la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture en avril 1968. — *Et. et Conjonct.* 24 (3) mars 1969, 61-110 ; *Statist. agric. suppl. sér. Etudes* (49) avril 1969.

STEINBERG (N.). — Les problèmes de la distribution française. — *Entreprise* (713) 10 mai 1969, 63-73.

THEAU (Pierre), LAGARDE (Jean). — Le marché britannique des fruits et légumes frais. — *R. franç. Agric.* (24) printemps 1969, 52-65.

Union Nationale interprofessionnelle des légumes de conserve. Paris. — Evolution du marché du petit pois de conserve, en France, en Europe, dans le monde. — Paris, UNILEC, 1968. — 154 p., statist., ann.

## 8) Prix et revenus.

KUHLMANN (F.). — Zur Bestimmung der Mindestgrösse landwirtschaftlicher Familienbetriebe in der wachsenden Volkswirtschaft (La détermination de la taille minimale des exploitations familiales dans une économie croissante). — *Agrarwirtschaft* 18 (3) mars 1969, 77-84, tabl., graph., 8 réf. bibliogr.

## 11) Structures.

ADJIMAN (G.), NICOLAS (F.). — Les grands élevages avicoles en France. — *Massy, INRA-Econ. et Soc. rur.*, mars 1969, 21 p. *Coll. INRA.*

BLATIN (D.), ETIENNE (S.C.), DROU (M.N.). — Enquête communautaire sur la structure des exploitations agricoles en 1967. Données sommaires par régions de programme et départements. — *Statist. agric. suppl. sér. Etudes* (42 et 42 bis) mars 1969, 251 + 399 p., tabl., cartes, graph.

BRUN (A.). — Rapport sur les variations de la densité de main-d'œuvre en région de grande culture. — Paris, INRA-Econ. et Soc. rur., déc. 1968, 68 p., tabl., graph., bibliogr.

GREINER (P.). — Le prix des terres agricoles en 1967. — Et. et Conjonct. (4) avril 1969, 123-167, cartes ; Statist. agric. sér. Et. (50) mai 1969 (suivi d'une annexe sur la cartographie automatique par régions agricoles).

RAJAUD, BADIER, CLAIR. — Le marché des terres agricoles en France au cours des années 1964 et 1965. — Paris, CNASEA, mai 1969, 77 pages + ann., tabl., graph., carte.  
Tome I : Analyse départementale et globale.  
Tome II : Annexes, statistiques par régions agricoles.

### 13) Sociologie.

ARAGON (Charles d'). — Mutations de la famille paysanne. — Projet (36) juin 1969, 709-716.

### 15) Histoire.

WOLF (Eric R.). — Les révoltes paysannes. — R. int. Sci. soc. 21 (2) 1969, 312-320.

### 17) Planification.

AGLIETTA (Michel), COURBIS (Raymond). -- Un outil pour le plan : le modèle FIFI. — Econ. et Statist. (1) mai 1969, 45-65, tabl.

Perspectives à long terme de l'agriculture française, 1968-1985. — Paris, Documentation française, juin 1969, 27 cm, 64 p.  
(Ministère de l'Agriculture. Préparation du VI<sup>e</sup> Plan).

### 18) Investissements Financement.

Le nouveau plan d'équipement en abattoirs publics et privés. — Ch. Agric. (410) 15 avril 1969, 16 p.

### 19) Politique agricole.

BERGMANN (D.-R.). — Possibilités et limites d'une politique agricole délibérément « productiviste ». — Promotions (86) 3<sup>e</sup> trimestre 1968, 29-42.

FARCY (H. de). — Politique sociale. Comment évaluer les transferts en faveur ou au détriment de l'agriculture. — R. Econ. polit. 79 (2) mars-avril 1969, 525-539, tpls.

Les enseignements de l'expérience américaine en matière de politique agricole. — Probl. écon. (1113) 1<sup>er</sup> mai 1969, 17-20.

### 20) Marché commun.

GOURDON (J.). — La politique commerciale agricole des pays de la Communauté Economique

Européenne. — R. Econ. polit. 79 (2) mars-avril 1969, 541-552.

GUCKENBERGER (G.), LOSCH (R.). — Die regionale Wettbewerbslage der getreideabhängigen Veredelungsproduktion in der EWG. (La situation concurrentielle régionale, dans la C. E. E., des industries de transformation de produits animaux consommant des céréales). — München, IFO-Institut für Wirtschaftsforschung, janvier 1969, 102 p., tabl.  
(Studien zur Agrarwirtschaft, Heft 3).

La production de produits animaux dans des entreprises à grande capacité de la C.E.E. (II<sup>e</sup> partie). Position concurrentielle selon l'importance des effectifs et la forme d'entreprise dans les secteurs d'engraissement de porcs, de veaux et de jeunes bovins. — Bruxelles, Commission des C. E. Inform. int. sur l'Agric. (37) février 1969, 69 p. multigr., tabl., graph. (J. Le Bihan, co-expert).

MARCHAL (André). — Le secteur public et l'économie de marché dans la C.E.E. — R. écon. 19 (5) septembre 1968, 737-764.

### 21) Commerce international.

CEPEDE (M.). — Exportation de « terre » et exportation de « travail ». — Econ. appl. (1-2) 1969, 277-294.

### 22) Agricultures étrangères.

KLATZMANN (J.). — Surprenant Japon, surprenante agriculture. — Projet (34) avril 1969, 453-468.

PIEL (J.-C.). — L'organisation économique des agriculteurs suédois. — Union Agric. (297) juin 1969, 15-28.

VAYLET (J.-L.). — L'agriculture et la nouvelle politique agricole en Suède. Compte rendu du voyage d'Etudes en Suède. — SCAFR, septembre 1968, 50 p., bibliogr.

VOUGHKOVITCH (M.). — Transformation profonde des coopératives agricoles en Yougoslavie. — Arc. int. Sociol. Coop. (24) 1968, 208-215.

### 23) Etudes par produit.

Le dossier de l'industrie laitière. 50 monographies de firmes et d'ensembles régionaux. — Paris, INRA-Economie et Sociologie rurales, Equipe de recherches sur l'industrie laitière, décembre 1968. — 27 cm, 594 p.  
(Œuvre collective de B. Schaller, D. Hairy, D. Perraud, P. Saunier).

## LISTE D'OUVRAGES RECENTS

*La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Économie et de Sociologie rurales de l'INRA. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.*

### 4) Statistique, méthode et enquêtes.

I.N.S.E.E. Paris. Recensement de 1968. Population de la France : Départements, arrondissements, cantons et communes. — Paris, Dir. des Journaux Officiels, 1968. — 27 cm, 1221 p.

I.N.S.E.E. Paris. Tableaux de l'économie française. — Paris, Imprimerie Nationale, 1968. — 17,5 cm, 571 p., tabl., fig., cartes.

### 6) Débouchés. Consommation.

GEORGE (P.). — Géographie de la consommation. 2<sup>e</sup> édition. — Paris, PUF, 1968. — 17,5 cm, 128 p., tabl., carte.  
(Coll. Que sais-je ? 1062).

### 11) Structures.

ARRAGO (R.). — Les problèmes fonciers et leurs solutions, les leçons d'une expérience : l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon. — Paris, Berger-Levrault, 1969. — 21,5 cm, 205 p., bibliogr.  
(Coll. administration nouvelle).

### 13) Sociologie.

MENDRAS (H.), éd. Éléments de sociologie, textes. — Paris, A. Colin, 1968. — 16,5 cm, 416 p., tabl., bibliogr.

RAMBAUD (P.). — Société rurale et urbanisation. — Paris, Seuil, 1969. — 20,5 cm, 317 p., tabl., statist., bibliogr.

TOURAINÉ (A.). — La société post-industrielle, naissance d'une société. — Paris, Denoël, 1969. — 18 cm, 315 p.

### 15) Histoire.

CEPEDE (M.), VALLUIS (B.-W.). — La pensée agronomique en France (1510-1930). — Paris, PUF, 1969. — 21,5 cm, 154 p.

(Bibliothèque d'économie contemporaine dir. par F. Perroux et P. Tabatoni).

### 16) Croissance et développement.

Mc PHERSON (W.W.), éd. Economic development of tropical agriculture. Theory, policy, strategy and organization. — Gainesville, Univ. of Florida Press, 1968. — 24 cm, XVI-328 p., réf. bibliogr., ind.

O.C.D.E. Paris. Le problème alimentaire des pays en voie de développement. — Paris, O.C.D.E., 1968. — 24 cm, 135 p.

PETIT-PONT (M.). — Structures traditionnelles et développement : travaux du Cetem. — Paris, Eyrolles, éd. d'organisation, 1968. — 24,5 cm, 458 p., tabl., graph.

(Rythmes économiques, coll. dirigée par A. Piatier. Série aires de développement).

TROUSSIER (J.-F.). — L'industrialisation de l'agriculture danoise. — Grenoble, Institut de Rech. écon. et de planification, Centre national d'Et. écon. et jurid. agric., mars 1969, 344 pages, tabl., bibliogr.

### 23) Etudes par produit.

L'économie laitière mondiale exprimée en chiffres. — Rome, FAO, 1969, 119 p., tabl.

(Documentation sur les produits, 5).

THEPAUT (Yves). — Étude de deux branches de l'industrie laitière (beurre et poudre de lait), structures, coûts, marges. — Beauvais, Institut supérieur agricole, 1969. — 27 cm, 110 pages, tabl., graph.

(Mémoire 1968-69).

## BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

KERBLAY (B.H.). — *Les marchés paysans en U.R.S.S.*

Deux thèmes essentiels soutiennent l'ouvrage : le problème de rapports ville-campagne, et les limites respectives de la liberté individuelle et du plan, tels qu'ils apparaissent à travers les marchés paysans d'aujourd'hui en U.R.S.S.

Pourquoi « marchés paysans » et non « kolkhoziens », bien que ce deuxième qualificatif soit celui qui est couramment employé par les économistes soviétiques ? Ceux-ci veulent souligner que le marché, né après la collectivisation, « découle du caractère coopératif kolkhozien de la propriété ». Pour l'auteur, cette appellation est trop étroite et n'est d'ailleurs pas consacrée par l'usage populaire. Cela traduit d'ailleurs le fait que les kolkhoz participent très peu à la vie des marchés. Ceux-ci soulignent la survivance de la petite économie familiale paysanne. Comment ne pas penser ici à l'œuvre de Chamayou ?

Ce marché n'est-il qu'un mécanisme d'ajustement ou de suppléance, qui facilite la réalisation du plan, ou bien joue-t-il un rôle perturbateur, qu'on ne parvient pas à maîtriser ?

L'auteur expose sa méthode d'investigation. Combien faut-il le féliciter et se réjouir de voir B.H. Kerblay souligner que le contact direct avec un certain nombre de marchés de villes, de villages, lui a paru essentiel. Il insiste : « *Sans le choc de la réalité, nous n'aurions eu ni l'énergie de poursuivre cette étude, ni l'objectivité nécessaire.* » Bien sûr, ces impressions premières ont été replacées dans le cadre général des sources écrites.

En guise d'introduction on lira avec joie la description par un écrivain soviétique d'un petit marché de la province de Gorki, en mars 1964 (p. 16). Ces remarques introduisent une typologie très approfondie des marchés d'aujourd'hui. Elle montre qu'un commerce non planifié n'est pas nécessairement un marché libre.

Une géographie des marchés (p. 45 à 60) montre l'attraction de certaines villes. Ainsi l'intensification de l'agriculture dans une région donnée et l'importance des ventes sur les marchés des grandes villes de cette même région sont rapprochés pour un certain nombre de produits. On perçoit ainsi l'impact récent d'une modernisation de la distribution dans les très grandes villes (Moscou, Leningrad).

Une seconde partie analyse l'évolution historique des marchés paysans, et permet de savoir en parti-

culier les contrastes et la continuité entre hier et aujourd'hui. L'analyse oppose le cas des marchés de Moscou à ceux des marchés provinciaux.

L'auteur retrace, après la révolution de 1917, l'évolution du commerce : en particulier, il rappelle le règne de « l'homme au sac » pendant le communisme de guerre. Le grand bénéficiaire de la dislocation des marchés paysans a été le spéculateur. Puis la NEP, pendant les premières années de la collectivisation, a permis une restauration des activités des marchés entre 1921 et 1926. Mais le régime ne pouvait qu'arbitrer au profit de l'industrialisation et de la consolidation du pouvoir soviétique. Les marchés traditionnels, à partir de 1927, voient sinon l'élimination, du moins la mise en sommeil, des négociants privés et des koulaks. Le monopole des céréales, rétabli en 1928, permet d'organiser les rapports ville-campagne sous l'égide de l'Etat. Celui-ci généralise le système des contrats de culture à l'ensemble des productions agricoles de base. Toutefois, un marché parallèle subsiste pour pallier aux difficultés du ravitaillement.

De 1932 à 1940, les marchés kolkhoziens vont être organisés, stabilisés. Cependant de fortes tendances inflationnistes se développent. A la fin de cette période, l'indice des salaires réels des ouvriers et des employés, en ne tenant compte que des prix officiels, ne retrouve pas son niveau de 1928. La seconde guerre mondiale ne fait qu'amplifier cette tendance.

Dans une troisième partie, l'auteur analyse la place des marchés paysans dans la société soviétique d'aujourd'hui. Le réseau de distribution s'étend et se modernise. Il y a complémentarité entre les marchés et les magasins modernes. La préférence de ces derniers va aux denrées qui permettent d'exécuter le plan le plus rapidement (boissons, liqueurs, fruits et primeurs). Mais le consommateur trouve sur les marchés des produits de meilleure qualité.

Les produits d'élevage dans les marchés n'occupent plus en 1955 que le tiers des ventes contre la moitié en 1940. Cette évolution reflète les changements intervenus dans l'économie paysanne. Les marchés commercialisent surtout les produits périssables ou des denrées peu rémunératrices (pommes de terre), tandis que les magasins fournissent la nourriture de base facilement stockable. Les prix des marchés sont cependant plus élevés que dans les magasins. Cette différence est le signe des préférences du consommateur pour la variété et la qualité. Cependant, cette situation reflète également les relations globales de l'offre et de la demande :

la politique de baisse des prix de détail de 1949 à 1954, a entraîné un accroissement du pouvoir d'achat, qui n'a pas toujours été proportionné au volume de l'offre. A cette demande excédentaire des villes s'ajoute maintenant une demande nouvelle des campagnes. Le marché libre y prend une importance nouvelle.

L'auteur analyse les acheteurs, les producteurs (kolkhoz et vendeurs individuels) et le rôle de l'Etat. Celui-ci cherche à influencer sur les arrivages, les prix, l'action des coopératives.

Cet ouvrage est captivant. Il faut féliciter l'auteur d'avoir présenté une analyse sérieuse, claire et précise d'un sujet difficile et pourtant fondamental pour l'économiste. De nombreuses cartes et annexes accompagnent le texte.

(Ph. Mainié)

TAVERNIER (Y.). — *Le syndicalisme paysan : FNSEA, CNJA*. — Fondation nationale des sciences politiques. A. Colin, Paris, 1969, 197 pages.

L'auteur rappelle les origines du syndicalisme, la corporation paysanne, le sort des organisations professionnelles depuis 1945, et traduit dans un tableau synoptique leur évolution jusqu'en 1966 : les frontières entre la tradition des « coopératives syndicales » (boulevard Saint-Germain) et du « syndicalisme social » (rue d'Athènes) y sont tracées. La première partie analyse la structure de la FNSEA, de l'échelon local à l'échelon national, donne la liste des associations spécialisées, présente une exégèse des statuts.

La répartition régionale des adhérents traduit l'influence de l'organisation : « 23 départements, situés au nord d'une ligne allant des Ardennes à la Vendée, avaient en 1963, 42,7 % des adhérents. En revanche, 23 départements du Sud-Ouest et du Midi en avaient seulement 17,3 % ».

19 % des dirigeants cultivent de grandes exploitations de plus de 70 hectares.

De nombreux renseignements statistiques accompagnent le texte : liste des membres du conseil d'administration, structure des services, budget de la FNSEA (poids des cotisations syndicales et économiques).

L'histoire du CNJA commence avec les jeunes de la CGA et leurs cercles. Ce n'est qu'en 1954 que le Cercle se transforme pour devenir une organisation syndicale. La JAC réserve un accueil très favorable à cette transformation. L'auteur décrit ensuite la structure du CNJA, trace le portrait de ses adhé-

rents et des dirigeants et présente en détail l'ensemble de l'organisation (structure, budget, ...).

Un document qui fait le point.

(Ph. Mainié)

DELORME (H.), TAVERNIER (Y.). — *Les paysans français et l'Europe*. — Fondation nationale des sciences politiques. A. Colin, Paris, 1969, 144 p.

Après une présentation succincte des forces syndicales, les auteurs étudient l'attitude des dirigeants traditionnels vis-à-vis des problèmes européens. Dès 1951, ils ont souhaité l'union avec nos voisins. Mais ils craignent d'en être les victimes, car dans plusieurs secteurs (fruits, légumes, vin, lait), la concurrence est redoutable.

Ces positions ne permettent cependant pas de dissiper les ambiguïtés : la communauté de marché leur paraît annoncer une politique de bas prix. Ces craintes, grâce à la pression politique des agriculteurs dans chaque pays de la communauté, seront démenties jusqu'à nos jours, puisqu'il faut attendre 1970 pour voir Bruxelles envisager un changement dans les rapports de prix. Les mesures de sauvegarde ont donc fortement joué.

Ceci n'explique-t-il pas que, depuis 1962, les agriculteurs sont devenus les plus fermes soutiens de la CEE ? Rassurée par le « plan Mansholt » de 1963, qui préconise un rapprochement en hausse du prix des céréales, la FNSEA salue avec satisfaction la grille de prix adoptée en 1966. Elle n'en est toutefois qu'à demi satisfaite : « tout se passe comme si la politique agricole commune ne devait promouvoir que les seules productions déficitaires de la communauté et éviter à tout prix les excédents » (éditorial de M. Deleau, in producteur agricole français, 1967). Si l'on songe aux remous profonds que vient de subir l'organisation syndicale, on peut être tenté de s'interroger sur sa clairvoyance. A refuser de voir les réalités économiques, à vouloir s'enfermer dans un protectionnisme sourcilieux, les dirigeants traditionnels ont continué une vieille tradition qui ne peut déboucher aujourd'hui sur rien.

Faut-il voir là les raisons des critiques formulées par le Centre national des jeunes agriculteurs ? Longtemps éloigné des problèmes de l'Europe, le CNJA ne prend vraiment conscience de l'enjeu qu'en 1964.

Il dénonce cependant trois erreurs : l'empirisme (absence de but à long terme), l'utilisation de cette politique agricole commune à des fins politiques, la croyance en la persistance du déficit agricole européen. Bref, cette politique commune est pour eux inefficace et coûteuse. Elle ne peut faciliter la transformation de l'agriculture traditionnelle.

Le syndicalisme des départements de l'ouest ainsi que le MODEF sont, eux, hostiles à l'Europe.

Les auteurs étudient ensuite les positions des associations de producteurs.

Dans une troisième partie, ils esquissent une fresque de l'opinion publique paysanne à propos de l'Europe. On regrettera néanmoins de ne disposer que de deux sondages de l'IFOP pour éclairer cette difficile question. Entre les néerlandais optimistes et les allemands pessimistes, l'attitude des paysans français paraît mitigée.

Au total, un livre utile et passionnant, qui, avec lucidité, rappelle qu'être pour l'Europe, chez les agriculteurs, ne signifie pas forcément être pour l'évolution...

(Ph. Mainié)

MENDRAS (H.), TAVERNIER (Y.). — *Terre, paysans et politique*. — Collection Futuribles, SEDEIS, Paris, 1969, tome I, 607 p.

Cet ouvrage collectif associe des économistes, des sociologues et des politistes. Pour eux, le monde paysan lance un défi aux sociétés industrialisées, car c'est aujourd'hui même que « par une cuisante ironie de l'histoire, le problème agraire se pose avec une acuité qu'il n'avait pas connue depuis près d'un siècle », ... « la paysannerie a été l'enjeu et parfois le moteur de nombreuses guerres et révolutions ».

C'est par « l'universalité du problème et la façon contradictoire dont il se pose dans les différents pays que la paysannerie lance un défi permanent à la société industrielle en refusant de suivre sa logique... ». Il en résulte que l'adaptation des structures agraires soulève des problèmes politiques, qu'il convient d'aborder dans une perspective globale et interdisciplinaire.

L'ouvrage pose la question centrale de savoir quels sont les rapports entre structures agraires et systèmes politiques. Ne commandent-elles pas le fonctionnement du politique ? Et finalement, la liberté d'un ministre de l'agriculture n'est-elle pas un leurre ?

Les politiques agricoles mises en œuvre dans douze pays sont comparées, pour essayer de mettre en évidence ces liaisons.

On peut regretter que, dans leur définition des structures agraires, le consensus des auteurs ait privilégié l'élément foncier, à cause même de sa stabilité, au moment où ceux-ci admettent d'ailleurs

que les structures de production sont étroitement liées aux structures de commercialisation...

Quant à la méthode choisie, à savoir un parti d'analyse macroscopique, elle tend à « orienter le regard vers les faits significatifs sans perdre de vue les proportions de l'ensemble ». Elle nous semble par là bien dangereuse et limitée, par sa difficulté même. Au moins les auteurs nous préviennent...

Les économistes décrivent quatre types d'agriculture et affirment que chacun d'eux « s'épanouit dans des structures agricoles distinctes et la politique agricole apparaît ainsi comme l'effort plus ou moins réussi de protéger telle structure agricole... ».

Pour le sociologue, « il n'y a pas de paysan tant qu'il n'y a pas de ville, et il n'y a plus de paysan quand la société est totalement urbanisée. » Cette dernière est finalement un cas limite, dont il n'existe pas d'exemple pour l'instant.

Pour le politiste, ce sont les contradictions entre impératifs économiques et contraintes sociologiques qui soulèvent des problèmes politiques, d'autant plus qu'il n'y a pas d'unité paysanne ni de classe paysanne homogène. Au contraire, l'évolution accentue le décalage entre les paysans moyens et « les gros ». « Parallèlement, la création d'ateliers spécialisés et les différentes formes de concentration verticale créent de nouveaux rapports de production » et de nouveaux conflits.

Sept thèmes de recherches sous-tendent les études par pays : contraintes naturelles et économiques, problème foncier (droit de propriété et réformes agraires), rente foncière et utilisation du « surplus économique », encadrement de l'agriculture (des féodalités aux techniciens), représentation professionnelle et politique, idéologie connaissance et langage, mécanismes de décision.

Parmi les excellentes contributions nationales, il faut citer celle de B. Kerblay sur l'URSS : du mir aux agrovilles, « la structure socio-économique des campagnes soviétiques apparaît comme un alliage d'éléments hérités du passé, mais broyés, transformés par les mutations de la société globale ». Quant à M. Gutelman, il n'emporte guère la conviction, lorsqu'il affirme que la nouvelle dépendance de Cuba vis-à-vis de l'Union Soviétique, permet « une accumulation puissante » et que « la faiblesse économique de Cuba est la source de sa puissance face aux autres pays socialistes ».

Au total, un livre précieux par la largeur des vues et l'ampleur du défi qu'il jette à l'homme de science, mais parfois irritant par certains partis pris.

(Ph. Mainié)